

sire. Bien des données ont été compilées pour en arriver à une juste répartition de ces trois éléments. Celui que je crois être le plus raisonnable est celui-ci: il a été proposé que les heures-hommes absolument nécessaires soient exécutées par ceux qui sont les plus aptes au travail, soit ceux de vingt-cinq à quarante-cinq ans. La journée de travail serait réduite à six, cinq et même quatre heures selon qu'on aurait remplacé une plus ou moins grande partie de l'énergie humaine par l'énergie solaire. Il en résulterait qu'à la fin de leur journée d'ouvrage les gens les plus aptes à accomplir les travaux indispensables ne se trouveraient pas à bout de forces et pourraient encore jouir de leurs loisirs. Ils se trouveraient dans un état physique et mental qui leur permettrait de goûter ou d'exécuter de la bonne musique ou de se livrer aux études de leur choix. Il en résulterait encore que les jeunes pourraient consacrer les vingt-cinq premières années de leur vie, ou environ, à se procurer une culture aussi parfaite que possible qui leur servirait ensuite non seulement à améliorer leur travail, mais encore à égayer leurs loisirs.

Si jusqu'à présent, les heures de loisir ont pu paraître un fardeau, c'est que non seulement elles n'étaient pas rémunérées, mais que la population n'avait pas eu l'occasion de développer ses talents musicaux, artistiques ou autres. De plus, sous le régime que je propose, un homme pourrait se retirer à quarante-cinq ou un peu plus vieux. Je suis d'avis qu'on ne saurait rien trouver de plus alléchant comme répartition des heures de travail et de loisir.

La seule question qui reste à se poser est celle-ci: De quelle façon les biens seront-ils distribués? Quel en sera le mode le plus équitable de répartition? On a dit et répété que notre production atteint aujourd'hui quelque 9 milliards de dollars. Ce chiffre comprend une certaine quantité de biens durables nécessaires à la poursuite de la guerre. Mais en temps de paix, rien ne nous empêche de porter notre production de biens de consommation à 9 milliards et même davantage, le chiffre étant en fonction de la volonté des particuliers à faire fonctionner les machines disponibles. Une production de 10 milliards en biens de consommation, représenterait des disponibilités de \$1,000 pour chaque homme, femme et enfant d'un pays dont la population est de 10 millions, soit de \$4,000 pour une famille de quatre.

Voilà ce qu'il nous est possible de réaliser dans le domaine de la production des biens de consommation au Canada. Je le répète, si nous tenons à forcer la population à vivre du fruit de son travail et si nous voulons, d'autre part, tirer parti des machines et de

l'énergie dont nous disposons, nous poursuivons deux objectifs diamétralement opposés l'un à l'autre. La seule chose qui permet de distribuer ces denrées c'est le pouvoir d'achat du consommateur.

Cela soulève une autre question fondamentale que je n'ai pas le temps de traiter maintenant. C'est un sujet qui donne lieu en matières économiques à beaucoup de controverse et de réflexion et que plusieurs de mes collègues ont déjà abordé. Je veux parler du rapport entre le revenu national et la production nationale. Notre groupe a toujours soutenu que la production nationale et le revenu national ne sont pas une seule et même chose, que le revenu national est toujours inférieur à la production nationale. Une valeur de dix milliards de dollars de marchandises dans la période d'après-guerre ne sera pas nécessairement représentée par un pouvoir d'achat de dix milliards de dollars. Le revenu monétaire de la population sera probablement d'environ cinq ou six milliards. Il y aura une marge entre le revenu global et les prix globaux.

Le seul moyen de combler cette lacune c'est par l'émission de monnaie nationale en quantité suffisante pour établir l'équilibre entre le revenu et la production. Il ne sera pas avantageux de relever les salaires, car ce relèvement produira immédiatement une hausse des prix et détruira le pouvoir d'achat. Je le répète, je ne vois aucun avantage à ce que l'Etat prenne une fabrique à son compte, l'exploite et s'efforce d'effectuer la distribution. Si l'Etat était propriétaire d'une fabrique il aurait à faire face au même problème du déplacement de la main-d'œuvre par la machine qui confronte l'exploitant particulier. Le seul argument qu'on peut faire valoir en faveur de l'étatisation de l'industrie porte sur l'administration et, personnellement, il me faut encore des preuves pour me convaincre que l'Etat peut faire marcher une entreprise plus efficacement qu'un particulier. Je le répète, je crois que le commerce ne doit pas être une fonction de l'Etat. Un gouvernement existe pour faire pour le peuple ce que ce dernier ne peut pas faire pour lui-même. Les citoyens doivent pouvoir gérer leurs propres affaires et produire la richesse du pays, et le devoir du Gouvernement est de faciliter leur tâche au moyen de lois convenables. C'est à l'individu qu'il incombe de gérer ses propres affaires.

Pour moi, le seul moyen d'équilibrer la consommation avec la production, c'est d'émettre une quantité de monnaie nationale égale à la différence qui existe entre la production et la consommation nationales. Ce ne serait pas là ajouter de l'eau au lait, ainsi que l'ont prétendu certains honorables dépu-